

## Thierry Prestel: sauver le dépistage

LE FINANCEMENT DES CENTRES DE DÉPISTAGE DU SIDA, AUTREFOIS ASSURÉ PAR LES DÉPARTEMENTS, EST DÉSORMAIS DU RESSORT DE L'ÉTAT, QUI TARDE À PRENDRE LE RELAIS. LES ASSOCIATIONS S'INQUIÈTENT. ENTRETIEN SUR LES ENJEUX DE CETTE RÉORGANISATION AVEC THIERRY PRESTEL, MEMBRE DE L'ASSOCIATION AIDES.

**Certains centres de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) ont bien failli disparaître. Que s'est-il passé exactement ?**

Les Cidag [consultations d'information et de dépistage anonyme et gratuit] et les CDAG permettent d'effectuer un dépistage du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles [IST], de manière anonyme et gratuite. Il n'y a aucun papier à présenter. Jusqu'ici, de nombreux centres étaient financés par les départements. En

**«ON NE VOIT PAS VENIR, DU CÔTÉ DE L'ÉTAT, UN VÉRITABLE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DU DÉPISTAGE.»**

août 2004, la loi a redonné à l'État la responsabilité de la lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles. Certains départements ont alors décidé de cesser de financer les Cidag, ce qui ne pouvait qu'entraîner leur fermeture puisque, dans les faits, l'État n'a pas pris le relais. On était en pleine contradiction avec le Programme national

de lutte contre le VIH-sida, qui demande, au contraire, une amélioration du dépistage! Les délégations d'Aides sont intervenues auprès des départements. Plusieurs associations, notamment Actions Traitements, Act Up-Paris, Arcat et Sida Info Service, ont également écrit au ministère de la Santé. Certaines des Cidag menacées ont pu être maintenues\*. Il faut rendre hommage aux départements et aux villes qui continuent de mener une politique active dans ce domaine. En revanche, pour le moment, on ne voit pas venir, du côté de l'État, un véritable programme d'amélioration du dépistage...

**D'une manière générale, les Français ont davantage recours au dépistage que les habitants des pays voisins. Mais ne**

**faudrait-il pas cibler les efforts de prévention ?** Il est effectivement plus utile de s'adresser en priorité aux populations les plus exposées. En France, l'épidémie atteint fortement les communautés originaires d'Afrique. Certains étrangers se trouvent dans des situations sociales et administratives très difficiles, qui retardent leur accès au système de soins. Il faut aller vers ces communautés. On ne peut pas se contenter d'attendre que les séropositifs tombent malades et soient obligés de venir à l'hôpital! L'autre communauté très exposée à l'épidémie, ce sont les gays. Ils sont, en moyenne, mieux informés sur le VIH et ont davantage recours au dépistage

que les autres populations. Mais ces statistiques recouvrent des réalités différentes: dans de nombreux départements, la seule Cidag est à l'hôpital, et ses horaires d'ouverture sont restreints. Il faut se rendre dans cet endroit pas toujours très accueillant, et raconter à un médecin qu'on a eu un problème de prévention dans une relation homosexuelle... Pas facile.

**Ne faudrait-il pas ouvrir des CDAG dans les centres-villes ou les universités ?** Il est, bien sûr, important de rendre le dépistage accessible en termes d'emplacement et d'horaires d'ouverture. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut que l'information soit donnée à ceux qui sont exposés au risque, afin qu'ils se sentent concernés et perçoivent l'intérêt de faire un test. Il est également nécessaire que, sur place, dans la Cidag, il y ait véritablement un accueil et un dialogue autour du test, des risques et de la prévention. L'idéal serait que la Cidag soit un lieu de proximité, dans tous les sens du terme, où l'on puisse facilement s'informer et faire le point sur le VIH, les hépatites, les infections sexuellement transmissibles.

**Il existe en Europe trois centres de dépistage rapide gérés par des associations, à Londres, Amsterdam et Zurich. Ces centres pilotes pourraient être un bon outil d'accompagnement, avec un conseil personnalisé et un résultat en quarante-cinq minutes. Qu'en pensez-vous ?** Cela va dans le sens de la proximité.

Précisons qu'un test rapide réalisé lors d'une consultation médicale ou par une association, accompagné d'un entretien avec du personnel formé, ce n'est pas du tout la même chose qu'un *home test*, à effectuer seul chez soi. Aides a une méthode un peu différente pour atteindre les populations exposées au risque: l'association propose le dépistage dans des lieux tels que les gares SNCF de la banlieue parisienne et les marchés, pour approcher les personnes migrantes, ou les saunas, pour les gays... Ces actions s'appuient sur un partenariat avec le gérant du lieu et avec une Cidag qui accepte de venir sur place. Mais les difficultés actuelles des Cidag ont bloqué certaines de ces initiatives. Faut-il, en complément, explorer d'autres pistes, comme un dépistage dans les locaux des associations? À Aides, nous désirons aborder toutes ces questions avec les autorités de santé et les chercheurs. Nous souhaitons que des projets pilotes voient le jour, sans que l'État se décharge pour autant de sa responsabilité en matière de lutte contre le sida.

**PROPOS RECUEILLIS PAR DIDIER LESTRADE PHOTO DR**

\*Le sort de nombreux CDAG est en suspens. Le 1<sup>er</sup> décembre, Act Up-Paris publiait un communiqué de presse dans lequel l'association indiquait que des centres de dépistage étaient menacés de fermeture dans plusieurs villes, dont Boulogne-sur-Mer, Caen, Le Mans et Toulouse. De son côté, Xavier Bertrand, le ministre de la Santé, en visite dans les locaux d'Aides, excluait toute fermeture. À suivre...

